

Distr.  
GÉNÉRALE

UNCLDC/III/IA/1  
6 octobre 1999

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

PREMIÈRE RÉUNION INTERINSTITUTIONS SUR LA PRÉPARATION  
DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES  
SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Genève, 20 juillet 1999

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>
Introduction . . . . .	1 - 7
I. Débat et observations . . . . .	8 - 13
II. Suivi . . . . .	14 - 17

## INTRODUCTION

1. La première réunion interinstitutions sur la préparation de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA s'est tenue à Genève, le 20 juillet 1999, en application de la résolution 53/182 de l'Assemblée générale; elle a marqué le lancement officiel des activités préparatoires à la Conférence.
2. M. Patrizio Civili, Secrétaire du Comité administratif de coordination (CAC), M. Rubens Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED et Secrétaire général de la Conférence, et Mme Anna Tibaijuka, Coordinatrice spéciale pour les PMA et Secrétaire exécutive de la Conférence ont fait des déclarations.
3. M. Civili a rappelé le mandat que l'Assemblée générale avait confié à la Conférence et aux consultations interinstitutions par ses résolutions 52/187 et 53/182, ainsi que le rôle important joué par des consultations interinstitutions dans la préparation des première et deuxième Conférences sur les PMA. Il a souligné la nécessité, d'une part, de mettre en place un réseau efficace d'agents de coordination des activités préparatoires désignés par les organisations et, d'autre part, de relier ces activités aux manifestations mondiales à venir.
4. M. Ricupero a dit que le mécanisme de consultation interinstitutions mis en place visait à garantir la mobilisation et la coordination totales de tous les organes et organismes compétents des Nations Unies, aux fins de la préparation et du suivi de la Conférence. La coopération interinstitutions jouerait un rôle essentiel dans le succès de la Conférence. M. Ricupero a rappelé la déclaration faite par le Secrétaire général de l'ONU à la Réunion ministérielle consacrée aux PMA, tenue en octobre 1998, selon laquelle la Conférence devait être ouverte à tous et permettre ainsi de réunir les gouvernements, les organismes des Nations Unies, d'autres organisations internationales, la société civile et le secteur privé dans le but d'élaborer un nouveau programme d'action pour le développement des PMA. La Conférence devrait s'appuyer sur des travaux préparatoires sérieux et s'inspirer largement de l'expérience nationale des PMA. Elle concernait le système des Nations Unies dans son ensemble et couvrait un large éventail de questions autres que le commerce. Il s'agissait d'une Conférence mondiale consacrée aux problèmes de développement des PMA. M. Ricupero a souligné la nécessité de veiller, dès le début, à ce que toutes les parties concernées participent pleinement, dans leurs domaines respectifs de compétence et d'avantage comparatif, aux activités préparatoires, afin que de nombreux acteurs puissent être les artisans de la préparation et de l'aboutissement de la Conférence et s'engager à s'acquitter des responsabilités que celle-ci leur assignerait.
5. L'éventail des questions de fond inscrites à l'ordre du jour de la Conférence était large puisque celui-ci portait sur le développement socioéconomique durable et global des PMA. Toutefois, pour obtenir des progrès, il fallait cerner les domaines cruciaux et définir des priorités. Il serait vain de s'efforcer de résoudre tous les problèmes en même temps. Il importait donc que les organisations compétentes aident à établir les bonnes priorités.

6. M. Ricupero a rappelé aux participants de ne pas oublier que le manque de ressources avait été l'une des principales raisons des modestes résultats enregistrés par les précédents programmes d'action. La tâche la plus difficile consistait donc à obtenir des donateurs des fonds pour la mise en oeuvre du nouveau programme d'action global qui serait adopté à la prochaine Conférence sur les PMA. Il fallait trouver de nouveaux moyens de mobiliser des ressources pour le développement.

7. Mme Anna Tibaijuka a informé les participants de l'état d'avancement des activités préparatoires et a présenté la note que le secrétariat de la CNUCED avait établie à ce sujet (document UNCLDC/III/1). Elle a soulevé plusieurs questions concernant les ressources nécessaires pour mener à bien les activités préparatoires prévues aux niveaux national et mondial, les préparatifs nationaux, les liens à établir avec de prochaines manifestations et activités des Nations Unies, la fréquence et la portée des consultations interinstitutions, la nécessité de désigner dans les organisations des responsables de la coordination des activités préparatoires à la Conférence, ainsi que la nature de la participation de la société civile à ces activités. Elle a informé les participants des résultats des consultations qu'elle venait de mener avec l'Union européenne, qui accueillerait la Conférence à Bruxelles, en principe entre avril et juin 2001.

#### I. Débat et observations

8. Au cours du débat qui a suivi, des représentants d'organisations ont formulé des observations sur les questions soulevées dans les déclarations du Secrétaire général et de la Secrétaire exécutive de la Conférence, ainsi que dans la note du secrétariat. Ils ont généralement souscrit à la proposition d'organiser les activités préparatoires en partant de la base et d'y associer tout un ensemble d'actions au niveau national. La nécessité de créer des partenariats et de faire participer tous les acteurs a été soulignée. Plusieurs observations ont été formulées sur la proposition d'organiser pendant la Conférence des tables rondes sur des thèmes et sur des pays. Des participants se sont notamment exprimés sur la manière de rattacher ces éventuelles manifestations aux traditionnelles tables rondes et réunions de groupe consultatif. À cet égard, on a jugé que des enseignements pouvaient être tirés de la Réunion de haut niveau sur les PMA que l'OMC avait organisée en 1997. Des participants ont également souligné la nécessité de faire en sorte que les activités préparatoires s'enchaînent bien.

9. Il a été proposé d'examiner plusieurs questions de fond qui n'avaient pas été évoquées dans la note du secrétariat : accès aux marchés, réformes institutionnelles, intégration au système commercial multilatéral, culture de paix, atténuation des conséquences des catastrophes naturelles, ressources en eau, etc. Tout en reconnaissant l'importance de ces questions susmentionnées et d'autres questions ayant une incidence sur le développement des PMA, la Secrétaire exécutive a rappelé aux participants que le Secrétaire général avait fait observer que, pour être efficaces et rentables, les efforts déployés et les ressources mobilisées devaient viser en priorité à lever les obstacles les plus importants au développement. Elle a également dit que les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement joueraient un rôle essentiel dans le choix des questions de fond examinées à la Conférence. Une réunion de deux jours du Forum consultatif auquel participeraient les PMA,

les partenaires de développement, plusieurs organismes des Nations Unies et la société civile était organisée essentiellement à cette fin; les résultats en seraient communiqués aux prochaines réunions interinstitutions.

10. Les participants ont souligné que les coordonnateurs résidents des Nations Unies et les représentants locaux de la Banque mondiale, du FMI, de la FAO, du FNUAP, de l'OMM, de l'Union européenne et d'autres organisations joueraient un rôle important dans le bon déroulement des activités préparatoires au niveau national. Il importait d'informer ces représentants des activités préparatoires et de les y associer pleinement dès le début.

11. Après avoir rappelé que la majorité des ressources du PNUD étaient affectées aux pays à faible revenu et aux PMA, le représentant du PNUD a réaffirmé l'engagement et la volonté du Programme de contribuer au succès de la préparation de la Conférence, de coopérer avec la Banque mondiale et l'Union européenne et de soutenir financièrement les préparatifs nationaux.

12. Le représentant de la Banque mondiale a réitéré l'appui de la Banque aux activités préparatoires à la Conférence. Il a demandé de nouveaux éclaircissements sur la nature des activités menées dans les pays en vue d'établir l'ordre du jour, ainsi que sur la nature et la portée des tables rondes spéciales et des tables rondes thématiques par rapport aux réunions de groupe consultatif de la Banque mondiale et aux tables rondes du PNUD.

13. Des représentants d'autres organisations ont également apporté le soutien de leur organisation aux activités préparatoires à la Conférence.

## II. Suivi

14. Il a été provisoirement décidé de convoquer la deuxième réunion interorganisations en octobre 1999, à Genève ou à New York, en fonction des circonstances. La Secrétaire exécutive informera les participants en temps voulu de la date et du lieu de la réunion.

15. Les organisations ont été priées de désigner dès que possible des responsables de la coordination chargés de participer aux activités préparatoires.

16. La Secrétaire exécutive de la Conférence s'entretiendra avec les organisations des modalités selon lesquelles leurs représentants locaux seront informés des activités préparatoires et pourront y participer.

17. En coopération avec les responsables de la coordination désignés par les organisations, la Secrétaire exécutive de la Conférence veillera à ce que les activités préparatoires soient rattachées aux grandes manifestations ou conférences mondiales à venir.

-----